



**PRÉFÈTE
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

15 NOV. 2024

**Arrêté n° 1143/2024/DREAL/UD88 du
mettant en demeure la société PARMENTELAT René et Fils implantée 90 chemin des
Granges Bas, 88400 GERARDMER (88), de régulariser ses activités**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022 portant nomination de Mme Valérie MICHEL-MOREAUX en qualité de Préfète des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Vu l'arrêté préfectoral n° 568/2006 du 21 février 2006 autorisant les Etablissements René PARMENTELAT et Fils à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de GERARDMER, modifié ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 septembre 2024 mettant en évidence que la société sus-mentionnée ne respecte pas certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant le 12 septembre 2024 ;
- Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel susvisé :
- article 59 : les consignes de sécurités décrites ne sont pas toutes établies, en particulier, l'interdiction d'apporter du feu se limite à l'interdiction de fumer et les consignes d'isolement des réseaux de collecte et d'arrêt d'urgence des installations ne sont pas établies ;
- Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral susvisé :
- article 4.5 : la station d'épuration devant recueillir les eaux d'un éventuel incendie présente des volumes disponibles qui ne peuvent être assurés ;
- Considérant que l'exploitation de ces installations est de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- Considérant que la société PARMENTELAT René et Fils n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 12 septembre 2024 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1^{er} – La société PARMENTELAT René et Fils est mise en demeure dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir les consignes de sécurité telles que détaillées à l'article 59 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- de revoir le fonctionnement de la station d'épuration pour garantir un volume d'accueil suffisant des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PARMENTELAT René et Fils, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gérardmer et à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges.

Fait à Épinal, le **15 NOV. 2024**

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.